

ANALYSE Les Emirats arabes unis tirent les ficelles du conflit soudanais en jouant le rôle d’incontournable pivot. **12**

SOCIÉTÉ Une vidéo décalée décortique les biais cognitifs qui poussent au complotisme. Un outil de prévention. **14**

le **MAG** La rémunération des artistes est le grand oublié d’une politique culturelle où l’on applaudit plus qu’on ne paye. **19**

Des mamans engagées, soutenues par l’Association ivoirienne des consommateurs et Public Eye, dénoncent les sucres ajoutés dans les céréales pour nourrissons commercialisées par Nestlé

La colère des mères face à Nestlé

YASSIN CIYOW, ABIDJAN

Côte d’Ivoire ► Un soulagement et la confirmation d’avoir eu la bonne intuition. Christelle Gnahoré explique en ces termes ce qu’elle a ressenti, en découvrant sur les réseaux sociaux, courant 2025, un appel à témoignages lancé par l’Association ivoirienne des consommateurs (AIC) au sujet des produits de nutrition infantile de la marque Nestlé. Et pour cause: depuis des années, cette mère de trois enfants a eu la même impression à chaque fois qu’elle a goûté le Cerelac – une bouillie à base de céréales commercialisée par le géant suisse de l’alimentation industrielle et destinée aux enfants dès six mois. «Un niveau de sucre ahurissant», dit-elle, cachée derrière une sensation de saveur «très bonne, très douce». Elle était intimement convaincue depuis des années que quelque chose clochait, sans jamais avoir pu le vérifier. Avec cet appel à témoins, elle s’est sentie moins seule.

L’Association ivoirienne des consommateurs s’est fait le relais local d’une enquête d’ampleur coordonnée par l’ONG suisse Public Eye, spécialisée dans l’investigation des pratiques des multinationales. En 2025, cette dernière a fédéré un réseau de dix-neuf associations de la société civile dans treize pays africains, avec un objectif précis: comparer les produits de nutrition infantile vendus par l’entreprise suisse sur le continent africain avec ceux commercialisés en Europe et en Asie.

Cette démarche s’inscrit dans le prolongement direct d’une précédente enquête menée par Public Eye en Inde. Un an plus tôt, l’ONG avait mis au jour des teneurs élevées en sucres ajoutés dans des préparations similaires, déclenchant une vive controverse. Sous la pression de l’opinion publique, Nestlé avait alors annoncé, en octobre 2024, le lancement de quatorze variantes de Cerelac sans sucre spécifiquement destinées au marché indien.

Pour vérifier si ces engagements avaient été étendus à d’autres régions du monde, les partenaires africains de Public Eye se sont rendus, sur le terrain, dans les supermarchés afin d’acheter les paquets de céréales infantiles de la marque Nestlé proposés aux consommateurs locaux. Les boîtes ont ensuite été envoyées en Suisse, avant d’être analysées par un laboratoire indépendant en France.

Différence de traitement

En fin d’année, la sentence est tombée. Résultat: plus de 90% des produits destinés aux bébés dès 6 mois contiennent du sucre ajouté – en moyenne près de six grammes par portion, l’équivalent d’un carré et demi. En Côte d’Ivoire, où Cerelac est la marque la plus populaire et pèse plus de 15 millions de dollars de ventes annuelles, cinq références ont été passées au crible: toutes présentaient des sucres ajoutés, pour une moyenne locale de 6,3 g par portion, jusqu’à 7 g pour la variante à base de maïs.

La différence de traitement est frappante. En Allemagne, au Royaume-Uni et en Suisse, siège de l’entreprise, les céréales pour bébés de la marque sont commercialisées sans ces addi-



De nombreuses familles font confiance au marketing de Nestlé, qui occulte la présence d’additifs dans les produits pour nourrissons. JAMES OATWAY, PANOS, PUBLIC EYE

tifs. En Afrique, l’entreprise continue de mettre du saccharose (ou du miel) dans la plupart de ces types de produits, en dépit des recommandations de l’Organisation mondiale de la santé (OMS) qui déconseille ces ajouts dans les aliments destinés aux nourrissons.

«Quand j’ai eu confirmation que les mêmes produits sont vendus sans sucre en Europe, j’ai ressenti de la colère, tonne Christelle Gnahoré, comme si notre continent était le déversoir de produits mauvais pour la santé et que nos enfants valent moins que ceux des autres aîlleurs.» Contacté, le siège de la multinationale suisse en Afrique de l’Ouest à Accra n’a pas répondu aux questions du *Courrier*.

Mais pour ces mères de familles, là où le bât blesse, c’est que le géant de l’alimentation industrielle reste dans les clous de la légalité. Selon les organisations mobilisées, Nestlé s’appuie sur la norme ivoirienne en vigueur – qui autorise encore jusqu’à 7,5 g de sucre par portion de céréales infantiles. Dans une lettre ouverte, le collectif de dix-neuf organisations civiles demande pourtant à la firme d’aller au-delà du minimum légal et d’adopter de son propre chef un standard «zéro sucre ajouté» pour toutes ses farines et céréales destinées aux nourrissons.

Changer les règles nationales

Parallèlement, l’AIC interpelle directement les autorités ivoiriennes: elle réclame une révision de la norme NI 4683, qui repose sur une vieille référence du Codex – un ensemble de standards internationaux qui fixe des seuils tolérés d’ingrédients – désormais jugée «inadéquate» par l’OMS. Le collectif demande au gouvernement d’harmoniser la régulation nationale avec les re-



«Ce n’est pas interdit, donc c’est autorisé: c’est là-dessus que joue Nestlé. Nous demandons aux régulateurs de notre pays d’agir»

Dimitri Claverie Doukoua

commandations de l’OMS et de la FAO (Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture), afin d’éliminer l’ambiguïté qui permet aujourd’hui à Nestlé de s’abriter derrière un standard minimal. «Ce n’est pas interdit, donc c’est autorisé: c’est là-dessus que joue Nestlé. Nous demandons aux régulateurs de notre pays d’agir», insiste Dimitri Claverie Doukoua, la directrice exécutive de l’AIC. Contacté, le ministère de la Santé ivoirien n’a pas répondu à nos questions.

Sur le terrain, l’inquiétude des mères est palpable. «Le sucre, c’est comme une drogue. Les enfants s’habituent au goût sucré dès l’enfance, ce sont des mauvaises habitudes qui commencent tôt», tonne-t-elle. Autant de risques mal expliqués aux parents et cachés par les géants de l’agro-industrie. Dans les rayons des supermarchés à Abidjan, de nombreuses mamans se fient encore à des inscriptions inscrites en gros caractères sur les boîtes. Le discours marketing entretient l’illusion. Les produits sont présentés comme «spécialement conçus» pour assurer «le niveau optimal de vitamines et de minéraux nécessaires à la croissance». Une promesse nutritionnelle flatteuse qui occulte la présence d’additifs et le danger qu’ils représentent.

Excès pondéral et diabète

Pourtant, les risques sont documentés. L’exposition précoce au sucre conditionne les préférences alimentaires et augmente le risque d’excès pondéral puis de maladies chroniques: une hantise chez Christelle Gnahoré, dont la mère et la tante, jumelles, sont mortes du diabète. En Côte d’Ivoire, des études récentes publiées par l’Institut national de santé publique (INSP) montrent une

explosion du surpoids chez les enfants scolarisé-es (jusqu’à 35,3% d’entre elles et eux sont en surcharge pondérale, dont 8,6% souffrent d’obésité). Le diabète progresse lui aussi rapidement. L’INSP estime sa prévalence nationale à 6,2%, avec une hausse notable chez les jeunes. Et les autorités sanitaires s’en inquiètent. Le professeur Yavo Williams, directeur général de l’INSP, rappelle que le diabète constitue «un défi majeur pour le système de santé et pour la qualité de vie des citoyens». Selon lui, cette maladie chronique «pèse lourdement sur un système de santé déjà éprouvé par les crises sanitaires mondiales» et mobilise des ressources importantes, médicales comme financières.

Contactée par l’AIC en Côte d’Ivoire, la multinationale a finalement réagi aux alertes lancées par les mères ivoiriennes via son siège suisse: Nestlé conteste les conclusions de Public Eye et affirme que son «approche de la nutrition est cohérente dans tous les pays». Depuis Vevey, l’entreprise a répondu aux ONG qu’elle respecte les normes locales et «ferait de son mieux» pour réduire les sucres. Mais pour les militantes et les familles mobilisées, la promesse reste insuffisante face au sentiment d’un combat profondément déséquilibré. En Côte d’Ivoire, Nestlé dispose en effet d’une force de frappe industrielle et économique considérable – six sites de production, plus de 1000 employé-es locaux-les – et d’un large pouvoir d’influence marketing en tant que leader du marché de la nutrition infantile. Dans ce contexte, le maintien des formules sucrées en Afrique continue d’alimenter le sentiment d’un double standard.

Autorités atones

Sur le plan politique, l’Association ivoirienne des consommateurs n’a pas obtenu de réponse de l’Etat. «Nous avons saisi les autorités; nous avons même sensibilisé au Sénat, mais pour l’instant il n’y a pas d’action concrète», souligne M^{me} Doukoua.

La réponse doit être double selon l’association: responsabilité industrielle et volonté politique. «Le gouvernement doit faire sa part et exiger le standard zéro sucre pour protéger les enfants ivoiriens», dit M^{me} Doukoua. Lassée d’attendre une modification de recette du Cérélac qui ne vient pas, Christelle Gnahoré s’est tournée vers des alternatives locales, notamment des bouillies à base de farine de mil, une céréale couramment utilisée en Afrique de l’Ouest. «J’ai l’impression que mes enfants sont moins malades», dit-elle en souriant.

Pour elle comme pour les autres mères mobilisées, l’enjeu dépasse sa propre famille. «Ce sont nos dirigeants qui doivent dire stop, mais s’ils ne parlent pas, les multinationales continueront de faire ce qu’elles veulent», déplore-t-elle. Avant d’ajouter: «C’est à nous, la société civile, de taper sur la table, de rappeler que l’Afrique n’est pas une déchetterie.»

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n’engage que sa responsabilité. Dans sa politique d’information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d’articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.